



Communiqué Intersyndical du 28 novembre 2024

BOYCOTT DES INSTANCES DE DIALOGUE SOCIAL A COMPTER DU 28 NOVEMBRE 2024 !

Face aux attaques contre les personnels de la fonction publique l'intersyndicale PJJ reste mobilisée !

Les organisations syndicales SNPES-FSU, UNSA et CFDT des instances de la Protection Judiciaire de la jeunesse s'associent à l'appel à mobilisation des agents de la Fonction publique scandaleusement attaqués par leur employeur, et annoncent boycotter à compter de ce 28 novembre et jusqu'à la journée d'actions et de grève du 05 décembre, toutes les réunions des instances de dialogue social dans lesquelles elles siègent face à l'administration.

À l'instar de l'intersyndicale des organisations syndicales de la Fonction publique dans son communiqué du 14 novembre 2024, **nous demandons au gouvernement et au Parlement de renoncer à l'instauration de 3 jours de carence, de renoncer à baisser la rémunération des agents lorsqu'ils sont en congé de maladie et de renoncer au non-versement de la Gipa.** Nous leur demandons également de renoncer à la « journée de solidarité » supplémentaire votée par le sénat.

Dans un contexte sécuritaire où des projets de loi sont réactivés visant à remettre en cause les grands principes de la justice des mineurs, nous défendons le service public d'éducation à la justice et appelons les personnels de la Protection Judiciaire de la jeunesse à se mobiliser également pour obtenir :

- des moyens budgétaires à la hauteur des missions des services et des politiques publiques,
- des créations d'emplois partout où c'est nécessaire et l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels,
- l'augmentation de la valeur du point d'indice au titre de l'année 2024 et des années suivantes et des mesures salariales générales,
- la refonte des grilles indiciaires,
- l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- l'abandon des orientations du projet de loi dit « Guerini »,

Nous appelons l'ensemble des agents à se mobiliser lors de la journée d'actions et de grève du 05 décembre, pour défendre leurs statuts et protéger leurs droits.

Stop aux mesures gouvernementales contre les agents publics !